



MANIFESTE RELATS

Réseau euro-latino américain d'Analyse sur le travail et le Syndicalisme

2016

Entre l'Amérique latine et l'Union européenne, il existe des différences structurelles majeures dans le développement économique, social et institutionnel, au niveau inter et intra-régional, enregistrant ainsi que des éléments communs et des processus convergents issus du processus accéléré de mondialisation.

Avec un volume de population active similaire (273 et 245 millions, respectivement), qui représentent ensemble un sixième de l'emploi mondial, ainsi que des différences qualitatives profondes quant à leur statut d'emploi et la réglementation juridique, les deux régions partagent une longue histoire de lutte des classes et syndicale visant à défendre la dignité du travail et les droits des travailleurs.

Même avec les différences logiques résultant de leurs chemins respectifs, modèles et cultures organisationnelles, dans l'Union Européenne et l'Amérique Latine se concentrent les deux principaux centres du syndicalisme mondial (avec des taux d'adhésion de 23 et 21 pour cent de la population active de chaque zone), ayant contribué de manière décisive à la défense et à la promotion de la liberté, la justice et la solidarité.

La crise économique et la gestion néolibérale que de la même font partie la plupart des institutions politiques et économiques, à la fois localement et globalement, a dirigé la conception et le

développement de stratégies de déréglementation du travail (insécurité contractuelle, individualisation des relations de travail, suppression des droits) et l'expansion des inégalités (hausse du chômage, dévaluation des salaires et coupes dans les prestations sociales), dont la mise en oeuvre nécessite l'affaiblissement et la marginalisation du syndicalisme qui a historiquement fonctionné comme acteur social (agrégation, représentation et défense des intérêts des travailleurs) et facteur d'égalité, agissant à la fois sur la première répartition des revenus (salaires, conditions de travail, réglementation du marché du travail) par le biais de la négociation collective, que sur les mécanismes de la deuxième redistribution (politique budgétaire , services sociaux), en combinant leur répertoire de propositions et protestations collectives.

L'offensive antisyndicale comprend tout, de réformes législatives visant à déréglementer le marché du travail et les relations de travail, à des réductions et des limitations sur l'organisation et la participation des syndicats, à travers des campagnes insidieuses de délégitimation et d'invisibilité sociale.

OBJECTIFS ET STRATÉGIES

Le Réseau considère comme un point central de ses activités et projets la défense critique et la promotion active du syndicalisme démocratique et de classe, leurs analyses, alternatives et intervention, en fonction des objectifs opérationnels suivants:

1. **Réseau de coordination** entre chercheurs et analystes dans les domaines de la sociologie, l'économie, le droit, la science politique et de l'histoire du travail, opérant à partir des institutions académiques et sociales européennes et latino-américaines, développant leur activité sur, à partir de, pour et avec le mouvement syndical.
2. **Espace de rencontre** entre la pensée critique et l'action syndicale, en respectant l'autonomie de la recherche scientifique et l'intervention sociale du mouvement ouvrier organisé.

3. **Coordination** entre les activités et les projets développés dans les universités et promues par des fondations liées à des organisations syndicales nationales et internationales.

4. **Promotion** des analyses comparatives, des projets de recherche, des congrès et des forums de discussion pour la défense de la dignité du travail et la revendication du syndicalisme de classe et démocratique.

5. **Plate-forme de diffusion** des études et des publications de membres du réseau, sur les questions liées aux domaines thématiques considérés prioritaires par le réseau, afin de renforcer la visibilité médiatique et la légitimité sociale du syndicalisme, permettant, le cas échéant, à des groupes de travail spécifiques et des liens avec d'autres réseaux de portée différente et des objectifs similaires de s'établir.

MEMBRES

L'inscription au réseau est individuelle, mais il faudra indiquer l'adhésion institutionnelle dans le curriculum, pouvant faire partie de celle-ci :

- Les enseignants et les chercheurs en sciences sociales avec des publications et des études sur le monde du travail
- Les syndicalistes avec des publications et des études sur leurs expériences et alternatives.

En mettant en œuvre les objectifs du réseau, l'inscription et l'appartenance à celui-ci comprend l'engagement de ses membres à diffuser et partager leur documents et projet par le biais de sa publication sur le site web du RELATS.

THÈMES

En fonction de ses objectives et son structure, les activités du Réseau seront structurées autour des domaines suivants:

1, Forum:

- Le futur du travail. Il s'inscrit dans l'initiative sur le thème de l'OIT, qui vise à célébrer les 100 ans de l'OIT en 2019. Il

comprend des réflexions générales et sur des collectives spécifiques.

.-Représentation dans le lieu de travail.

-Économie sociale et solidaire.

Le premier forum est réservé aux membres du réseau.

Les deux autres sont ouverts à d'autres auteurs.

2.Articles sur

-Le droit du travail et de la sécurité sociale.

-Organisation et intervention syndicale.

-Politiques nationales du travail.

-Politiques nationales et travail.

-Mondialisation et travail.

3.Un réseau spécialisé dans l'Histoire du mouvement syndical et réglementation.

Dans tous les axes les perspectives de genre et migration seront promues.

APPEL

C'est sur base de ces objectifs et méthodes qu'on a fait appel à des membres du réseau pour présenter et partager leurs analyses et réflexions, visant à que le syndicalisme atteigne une vertueuse combinaison entre l'engagement social et le développement stratégique.